



MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET



PROJET DE LOI DE FINANCES PORTANT BUDGET DE L'ETAT POUR L'ANNÉE 2026

**ANNEXE 11 : STRATEGIE DE GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE
A MOYEN TERME (SDMT) 2025 - 2029
ET
RAPPORT D'ANALYSE DE VIABILITE DE LA DETTE
PUBLIQUE 2025 - 2044**

PROJET DE LOI DE FINANCES PORTANT BUDGET DE L'ETAT POUR L'ANNÉE 2026

**ANNEXE 11 : STRATEGIE DE GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE
A MOYEN TERME (SDMT) 2025 - 2029
ET
RAPPORT D'ANALYSE DE VIABILITE DE LA DETTE
PUBLIQUE 2025 - 2044**

STRATEGIE DE GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE A MOYEN TERME (SDMT) 2025-2029

TABLE DES MATIERES

I.	INTRODUCTION	2
II.	ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE FINANCEMENT 2024	2
III.	OBJECTIFS ET PORTÉE DE LA SDMT 2025-2029.....	4
IV.	COMPOSITION DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE A FIN 2023	5
V.	COÛTS ET RISQUES DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE A FIN 2023.....	7
VI.	HYPOTHÈSES MACROÉCONOMIQUES SUR LA PÉRIODE 2024-2028	9
VII.	SOURCES DE FINANCEMENT ET CONDITIONS DE MARCHE	9
VIII.	DEMARCHE SUIVIE	11
IX.	CIBLE DES INDICATEURS DE COÛTS ET RISQUES	11
X.	STRATEGIE OPTIMALE	12
XI.	PLAN DE FINANCEMENT POUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2025	13
XII.	RECOMMANDATIONS	14

I. INTRODUCTION

1. La Côte d'Ivoire est aujourd'hui l'un des pays les plus attractifs du continent Africain et affiche des perspectives robustes à moyen et long terme, sous l'impulsion des différents Plans Nationaux de Développement (PND).
2. En 2024, la croissance économique de la Côte d'Ivoire s'est établie à 6,0% contre 6,5% en 2023. Ce niveau de performance résulte de la poursuite de la mise en œuvre de réformes structurelles de grande ampleur par le Gouvernement au cours de la dernière décennie, tant sur le plan économique, politique que social.
3. Ainsi, en 2025, la Côte d'Ivoire est notée par Standard & Poor's (BB, perspective stable), Fitch ratings (BB-, perspective stable) et Moody's (Ba2, perspective stable). En outre, l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA), filiale de la Banque mondiale, a rehaussé la note de crédit interne de la Côte d'Ivoire de B+ à BB-.
4. La notation du risque pays de la Côte d'Ivoire par l'OCDE est maintenue à 5 sur une échelle de 7, traduisant les bonnes performances macroéconomiques dans un contexte de dégradation des conditions de marché.
5. Ces différentes notations financières et institutionnelles témoignent de la qualité des fondamentaux économiques de la Côte d'Ivoire, de sa résilience aux chocs externes, ainsi que des solides perspectives de croissance.
6. La présente Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT) s'inscrit dans la poursuite des orientations du Gouvernement en matière de développement durable conformément aux objectifs du PND 2021-2025. A cet égard, elle prescrit les sources potentielles de financement de l'économie qui maintiennent les coûts et risques à un niveau raisonnable.
7. La SDMT est annexée à la Loi des Finances en début d'année. Elle tient compte de l'évolution des cadres macroéconomique et budgétaire, à travers la mise en œuvre des actions prioritaires définies par le Gouvernement chaque année. La présente SDMT couvre la période 2025-2029.

II. ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE FINANCEMENT 2024

8. La SDMT 2024-2028 préconisait le recours aux financements dans un rapport moyen 42%-58% de ressources extérieures et intérieures.
9. Le plan de financement annuel de 2024, en particulier, proposait une mobilisation suivant la proportion d'environ 48%-52% de ressources extérieures et intérieures. Cependant, l'évaluation à fin 2024 de ce plan indique un niveau de décaissement total de 5 693,1 milliards FCFA contre 5 934,5 milliards FCFA en prévision, soit un écart négatif de 241,4 milliards (-4,1%) et s'établit dans un rapport de 52%-48% de ressources extérieures et intérieures.

10. Cette structure de financement s'explique par les anticipations des investisseurs sur le marché régional, les conditions favorables sur le marché financier international et l'accroissement des appuis budgétaires.

Tableau 1 : État de mise en œuvre du Plan de financement 2024

Plan de financement à fin décembre 2024	Prévision □	Réalisation □	Ecart
Décaissement total	5 934,5	en %	- 241,4
Décaissements extérieurs	2 859,4	48%	90,8
Emprunts-projets	1 033,0	17%	22,9
Emprunts-programmes	1 029,8	17%	113,7
<i>Banque Mondiale</i>	<i>120,4</i>	<i>2%</i>	<i>67,1</i>
<i>FMI</i>	<i>840,0</i>	<i>14%</i>	<i>852,2</i>
<i>BAD</i>	<i>20,1</i>	<i>0%</i>	<i>39,4</i>
<i>AFD</i>	<i>49,3</i>	<i>1%</i>	<i>49,2</i>
<i>Allemagne</i>	<i>-</i>	<i>0%</i>	<i>0%</i>
<i>Autres financements potentiels</i>	<i>-</i>	<i>0%</i>	<i>15,2</i>
Autres financements en devises	796,7	13%	-
Décaissements intérieurs	3 075,1	52%	- 332,2

Source : CNDP

III. OBJECTIFS ET PORTÉE DE LA SDMT 2025-2029

11. Les objectifs de la SDMT 2025-2029 se résument comme suit :

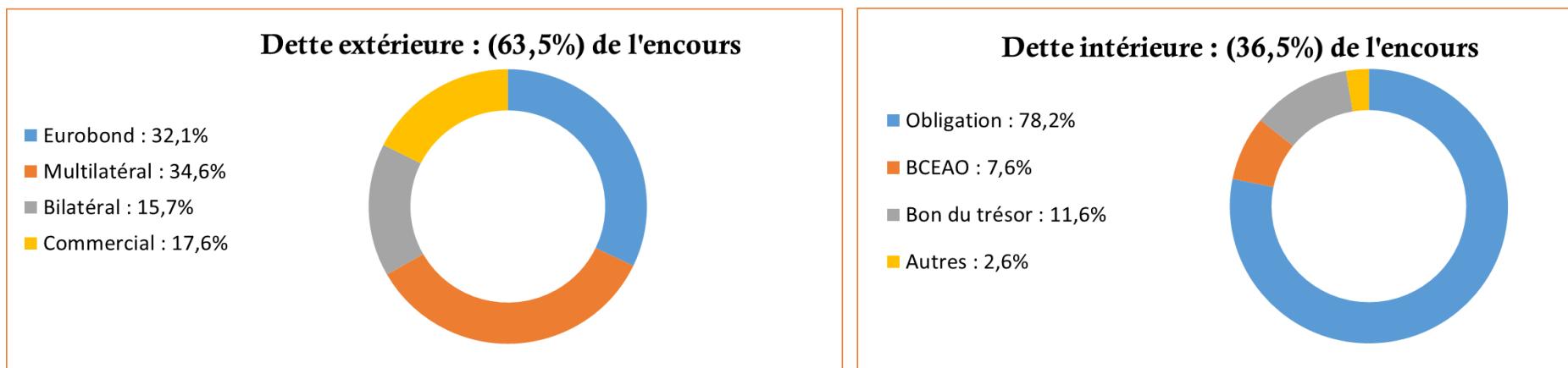
- satisfaire les besoins de financement de l'État et ses obligations de paiement aux moindres coûts possibles ;
- s'assurer que les risques liés au portefeuille de la dette publique demeurent dans des limites acceptables ;
- maintenir les indicateurs de viabilité de la dette en dessous des seuils définis ;
- contribuer au développement du marché financier domestique.

12. Le champ de couverture de la SDMT est limité à la dette extérieure et intérieure de l'Administration Centrale.

IV. COMPOSITION DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE A FIN 2024

13. L'encours de la dette de l'Administration Centrale est estimé à 31 406,9 milliards de franc CFA (59,5% du PIB) à fin 2024 contre 27 782,6 milliards de franc CFA (57,5% du PIB) à fin 2023. Il se compose de 19 949,2 milliards de franc CFA (63,5%) de dette extérieure et 11 457,7 milliards de franc CFA (36,5%) de dette intérieure (Graphique 1).

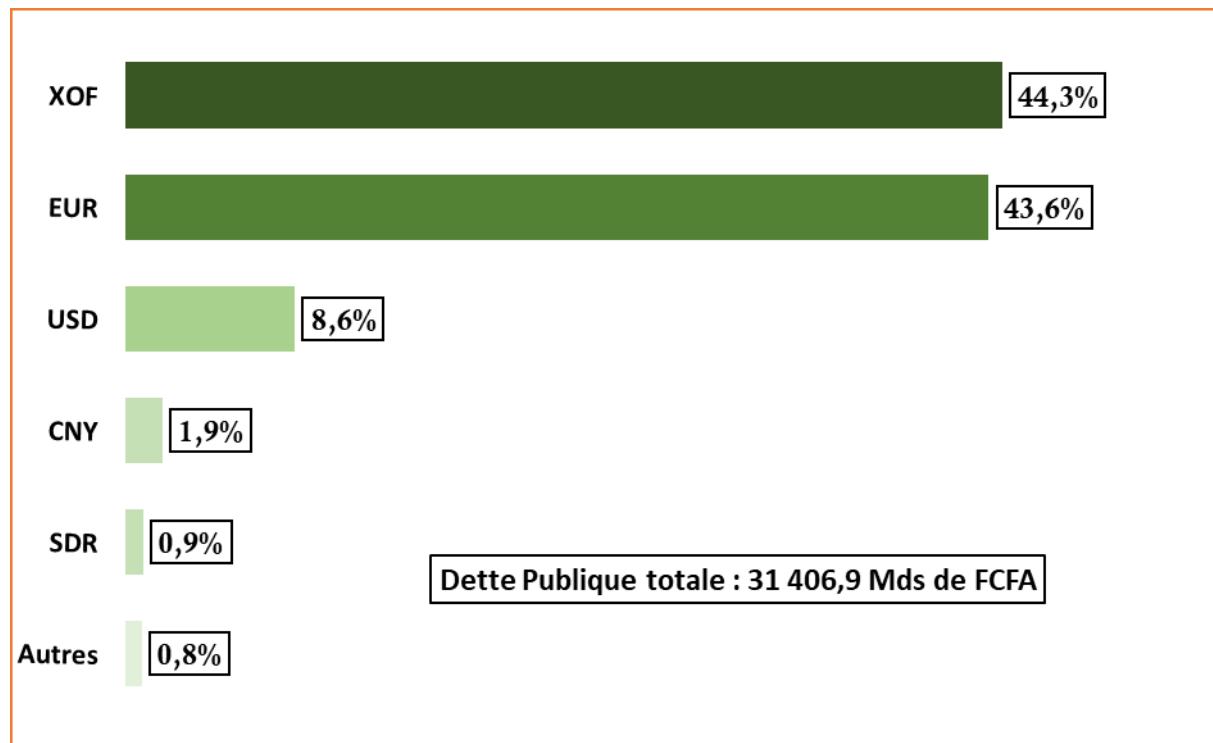
Graphique 1 : Encours de la dette par type de créanciers à fin 2024



Source : CNDP

14. La dette publique totale reste dominée par la dette libellée en franc CFA à hauteur de 44,3% (graphique 2). La part de la dette en devise représente globalement 55,7%, dominée par l'Euro (43,6%) suivi du Dollar US (8,6%). Cette configuration traduit la volonté du Gouvernement de contenir l'exposition du portefeuille de la dette publique au risque de change.

Graphique 2 : Répartition de la dette publique à fin 2024 par devises



Source : CNDP

V. COÛTS ET RISQUES DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE A FIN 2024¹

15. Le taux d'intérêt moyen pondéré du portefeuille ressort à 4,4% avec un taux d'intérêt moyen de 4,8% au titre de la dette intérieure et 4,2% au titre de la dette extérieure.
16. La concentration des échéances sur le court terme de la dette intérieure rend le portefeuille de la dette publique vulnérable (Tableau 2). Environ 59,4% de l'encours de la dette intérieure est à refinancer au cours des trois prochaines années (Graphique 3). A moyen terme, le remboursement des échéances des obligations du Trésor pourraient également entraîner des pressions de refinancement.
17. La dette exposée aux fluctuations de taux de change représente 12,1% du portefeuille de la dette totale dont 8,6% est libellée en dollar. La Côte d'Ivoire demeure conservatrice sur le risque de change.

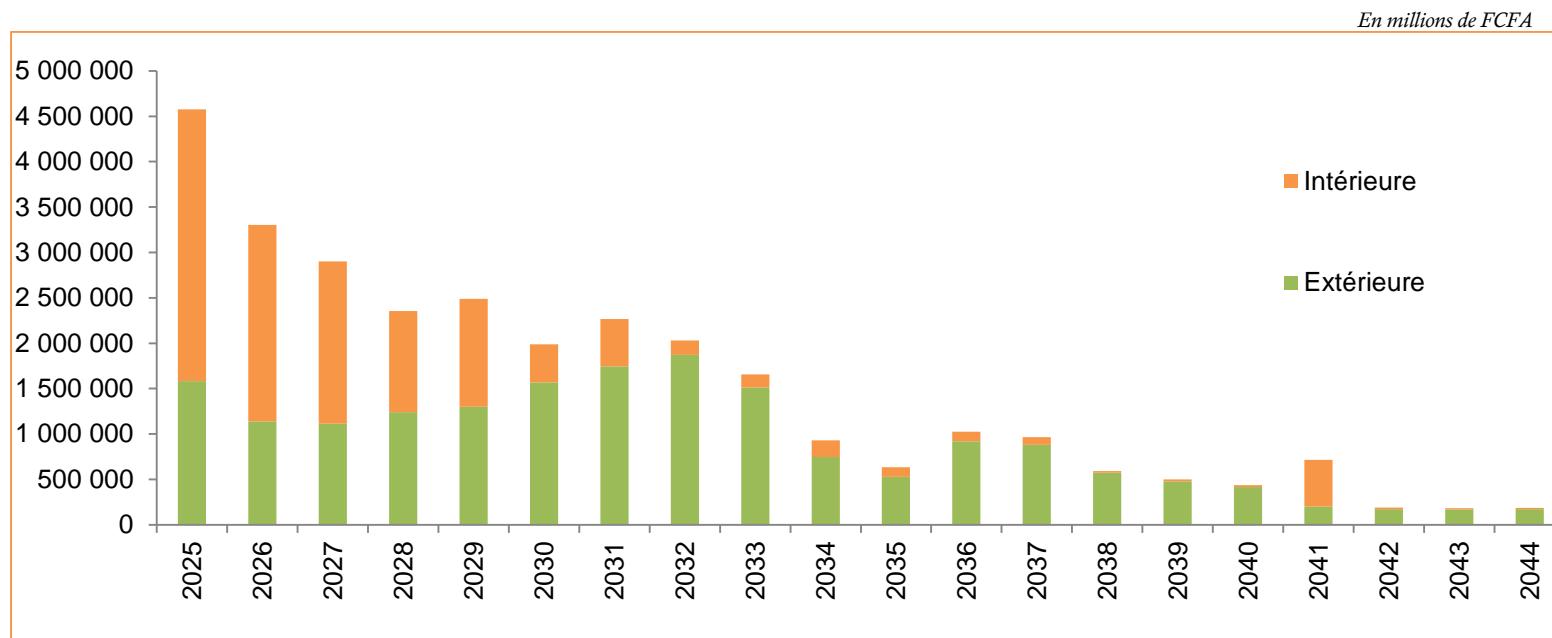
Tableau 2 : Coûts et risques du portefeuille de la dette existante estimés à fin 2024

		Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale
Montant (milliards de franc CFA)		19 715,0	11 691,9	31 406,9
Montant (millions de dollar US)		31 494,2	18 677,6	50 171,8
Dette nominale (% du PIB)		37,4	22,2	59,5
Valeur Actuelle de la dette (% du PIB)		36,1	22,2	58,2
Coût de la dette	Paiement d'intérêt (% du PIB)	1,6	1,1	2,7
	Taux d'intérêt moyen pondéré	4,2	4,8	4,4
Risque de refinancement	Maturité moyenne du portefeuille (Années)	8,2	3,8	6,6
	Dette arrivant à maturité dans un an (% du total)	8,0	25,6	14,5
	Dette arrivant à maturité dans un an (% du PIB)	3,0	5,7	8,7
Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne jusqu'à révision du taux (années)	6,1	3,8	5,2
	Dette à réviser dans 1 an (% du total)	26,7	25,6	26,3
	Dette à taux fixe (% du total)	81,0	100,0	88,0
	Bon du Trésor (% du total)	0,0	0,0	0,0
Risque de change	Dette en devises (% du total)			62,8
	Dette exposée aux fluctuations de taux de change			12,1
	Service de la dette en devises (% réserves)			29,5

Source : CNDP

¹ Dans l'analyse du coût-risque les instruments libellés en XOF sont classés en dette intérieure à l'exception du FMI.

Graphique 3 : Profil des amortissements de la dette estimée à fin 2025



Source : CNDP

VI. HYPOTHÈSES MACROÉCONOMIQUES SUR LA PÉRIODE 2025-2029

18. Sur la période 2025-2029, il est attendu une consolidation des performances économiques en lien avec la mise en œuvre du PND 2021-2025 et la poursuite des grands chantiers d'investissement public et privé. Le taux de croissance du PIB réel est projeté à 6,7% en moyenne annuelle sur la période 2025-2029.
19. L'inflation serait contenue à 1,7% en moyenne par an grâce à l'accroissement de l'offre des produits alimentaires, à la stabilité des prix des produits pétroliers, à un meilleur approvisionnement des marchés en d'autres biens de consommation finale et à la politique de lutte contre la cherté de la vie.

Tableau 3 : Agrégats macroéconomiques pour la période 2025-2029

En millions de francs CFA (sauf indication contraire)

RUBRIQUE	2025	2026	2027	2028	2029
	Projeté	Projeté	Projeté	Projeté	Projeté
Recettes publiques (Dons inclus)	9 857,0	11 226,3	12 620,7	13 995,9	15 479,6
Dépenses primaires	9 991,4	11 452,6	12 894,2	14 405,5	15 985,9
Dépenses totales	11 594,3	13 123,0	14 674,3	16 216,6	17 911,5
Réserves (million USD)	11 202,8	11 200,6	11 198,9	11 200,8	11 200,1
PIB nominal	57 325,0	62 364,0	67 907,3	73 549,4	80 502,5

Source : CNDP

20. Au niveau des échanges extérieurs, les projections sur la période 2025-2029 se caractérisent par une dégradation du compte des transactions courantes, en passant de 1,9% du PIB en 2025 à 4,5% du PIB en 2028, avant de ressortir à 2,9% en 2029. Le creusement du déficit entre 2025 et 2028 est dû à l'augmentation du déficit des services, en lien avec les investissements dans les secteurs pétrolier et minier. Au niveau des biens, les exportations progresseraient de 6,6% en moyenne par an, en liaison avec l'entrée en production des phases 2 et 3 des champs pétroliers « Baleine » et la hausse des ventes d'or non monétaire. Quant aux importations, elles augmenteraient en relation avec les besoins en biens d'équipement et en biens intermédiaires, induits par la mise en œuvre des programmes d'investissement de l'Etat. Le solde des services connaîtrait une dégradation du déficit structurel, en liaison avec les paiements au titre du fret sur les importations de marchandises et des services techniques nécessaires à la mise en production des nouveaux champs pétroliers et miniers. Le compte financier se solderait par une

entrée nette de capitaux étrangers du fait des flux entrant d'IDE et la poursuite de la mobilisation des ressources financières extérieures par l'administration publique. Le solde global ressortirait excédent à partir de 2025.

21. Concernant les secteurs monétaire et financier, le stock des actifs extérieurs nets du pays devrait se consolider de 2025 à 2029, en rapport avec les soldes globaux positifs de la balance des paiements. Pour les créances sur l'économie, elles augmenteraient de 13% en moyenne par an, en lien avec les besoins de financement de l'économie.
22. Les recettes fiscales devraient enregistrer une hausse de 13,4% en moyenne sur la période 2025-2029, en lien avec la vision du Gouvernement orientée prioritairement vers l'amélioration continue de la mobilisation des recettes. Les recettes fiscales en pourcentage du PIB sont projetées à 16,2% en moyenne annuelle sur la même période.
23. Les dépenses totales en pourcentage du PIB sont projetées à 21,2% en moyenne annuelle sur la période 2025-2029, due à la prise en compte des besoins croissants de la population.
24. Le déficit budgétaire devrait s'afficher à 3,0% en 2025 conformément à la norme communautaire de l'UEMOA et devrait se maintenir sur le reste de la période.

VII. SOURCES DE FINANCEMENT ET CONDITIONS DE MARCHE

25. Ces dix dernières années, le Gouvernement ivoirien s'est investi dans la mobilisation d'instruments innovants dans le cadre de sa stratégie de financement, notamment au niveau intérieur avec la mise en place de plusieurs réformes visant à élargir la base des investisseurs au niveau domestique.
26. Dans cette dynamique, la Côte d'Ivoire a réalisé en 2025 une émission innovante d'un Eurobond libellé en FCFA d'un montant de 220 milliards de FCFA placé auprès des investisseurs internationaux. Cette émission, la première sur le continent, traduit le leadership de la Côte d'Ivoire en matière de mobilisation d'instruments innovants sur les marchés internationaux.
27. Sur le marché régional, l'Etat de Côte d'Ivoire a mobilisé 2 294,7 milliards de FCFA en 2023 et 2 742,8 milliards de FCFA en 2024, représentant 19,5 % de hausse. Elle exprime la bonne capacité du marché régional à répondre aux attentes de l'Etat.
28. En 2025 et 2026, l'Etat prévoit mobiliser respectivement plus de 3 000 milliards et 4 000 milliards de FCFA. Cette prévision reflète une confiance croissante dans la stratégie de financement de l'Etat et une anticipation d'un environnement économique favorable.

29. Sur le marché financier international, la dynamique reste également positive et innovante. En effet, les opérations obligataires internationales récentes ont porté sur des maturités plus longues et des montants plus importants. Toutes ces opérations ont intégré différents éléments innovants, tels que des exercices de gestion de passifs, des opérations de couverture de change, ou des labellisations ESG et des opérations de debt swap for development. Ces efforts permettent de diversifier la base des investisseurs tout en limitant les risques sur la soutenabilité de nos finances publiques.
30. La stratégie explore également des « instruments mixtes » de financement en tirant parti des partenariats avec des institutions multilatérales et bilatérales pour obtenir des financements semi-concessionnels.
31. La stratégie de financement de l'Etat de Côte d'Ivoire est axée sur une mobilisation régulière, diversifiée, efficace et responsable des ressources d'emprunt en privilégiant les sources de financement intérieures afin de bâtir un avenir prospère pour tous les citoyens.

VIII. DEMARCHE SUIVIE

32. La stratégie de financement retenue a été déterminée à l'aide de l'outil analytique de la SDMT sur la base des hypothèses d'encours de dette, du TOFE, des secteurs réel et extérieur, pour la période 2025-2029. Les résultats ont permis de déterminer les objectifs attendus en termes de coûts, de risques et de mix extérieur-intérieur. Compte tenu du dynamisme de mobilisation des ressources de l'Etat autant sur le marché régional et international, les besoins de financement devraient être comblés en moyenne par une répartition d'environ 45%-55% de ressources extérieures et intérieures sur la période 2025-2029.

IX. CIBLE DES INDICATEURS DE COÛTS ET RISQUES

33. La composition espérée du portefeuille de la dette publique à l'horizon 2029 est une répartition de 66-34 entre la dette extérieure et la dette intérieure contre une répartition de 63-37 en 2024.
34. Le ratio dette/PIB s'établirait à 51,9% du PIB en 2029 contre 59,5% en 2024, soit une baisse d'environ 8 points de pourcentage.
35. La dette exposée aux fluctuations de taux de change en 2029 s'établirait à moins de 11,0% contre 10,0% à fin 2024 dû essentiellement aux émissions attendues de titres publics sur les marchés asiatiques (Samouraï Bond, Panda Bond, etc.).
36. La part de la dette publique totale arrivant à échéance dans un an devrait être limitée à 10,1% en 2029 contre 14,6% en 2024.

X. STRATEGIE OPTIMALE

37. Les besoins de financement de l'Etat devraient être couverts en moyenne selon un rapport 40%-60% d'instruments de financement extérieur et intérieur sur la période 2025-2029. Les ressources extérieures seraient composées de financements (pour des emprunts projets ou programmes) concessionnels, semi-concessionnels, commerciaux et de financements sur les marchés internationaux respectivement à hauteur de 13%, 46%, 7% et 34% sur la période 2025-2029. Les ressources intérieures seraient mobilisées à travers des emprunts de court, moyen et long terme respectivement à hauteur de 45%, 36%, et 19% sur la même période.

Tableau 3 : Plan de financement 2025-2029 de la stratégie optimale

Années	2025	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Source de financement extérieur	58%	40%	35%	35%	33%	40%
<i>Concessionnelle</i>	11%	9%	16%	15%	15%	13%
<i>Semi-Concessionnelle</i>	45%	48%	44%	57%	36%	46%
<i>Commerciale</i>	13%	8%	5%	5%	5%	7%
<i>Marché financier international</i>	31%	35%	35%	24%	44%	34%
Source de financement intérieur	42%	60%	65%	65%	67%	60%
<i>Marché à un an</i>	45%	45%	45%	45%	45%	45%
<i>Marché à moyen terme</i>	36%	36%	36%	36%	36%	36%
<i>Marché à long terme</i>	19%	19%	19%	19%	19%	19%

Source : CNDP

38. Cette stratégie privilégie la dette intérieure par rapport à la dette extérieure. Cette dernière devrait être dominée par les financements libellés en euro et à taux fixe.
39. Cette stratégie a été confortée par une Analyse de Viabilité de la Dette (AVD) qui permet à l'Etat de Côte d'Ivoire de conserver son statut de risque de surendettement modéré.
40. Le plan annuel de financement fournira plus de détails sur les intentions du Gouvernement.

XI. PLAN DE FINANCEMENT POUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2025

41. Les besoins de financement de l'année 2025 sont estimés à 7 504,5 milliards de francs CFA. L'Etat prévoit les combler comme indiqué dans le tableau 4.

Tableau 4 : Plan annuel de financement 2025

	<i>En milliards de FCFA</i>	
Décaissement total	7 504,5	en %
Décaissements extérieurs	4 369,6	58%
<i>Emprunts-projets</i>	1338,1	18%
<i>Emprunts-programmes</i>	1056,1	14%
<i>Autres financements en devises</i>	1975,4	26%
Décaissements intérieurs	3 135,0	42%
<i>Marché régional</i>	3135,0	42%
<i>Emprunts programme BOAD</i>	0,0	0%

Source : CNDP

42. Le détail des adjudications à réaliser sur le marché régional fera l'objet d'un calendrier trimestriel des émissions publié par l'UMOA-Titres.

43. Les financements effectifs pourraient être différents des montants indiqués dans le tableau 4, en raison de l'évolution des politiques budgétaires et monétaires. Des ajustements pourraient être apportés aux besoins de financement et aux sources de financement. Les ajustements majeurs du plan de financement seront portés à la connaissance des parties intéressées.

XII. RECOMMANDATIONS

44. Le succès de cette stratégie nécessite la mise en œuvre des recommandations suivantes :

- **Gestion active de la dette** : Assurer une gestion continue et proactive de la dette publique, incluant des opérations de reprofilage sur les souches obligataires de la dette extérieure.
- **Recouvrement des ressources intérieures** : Poursuivre les efforts pour optimiser le recouvrement des recettes budgétaires par la mise en œuvre de la Stratégie de Mobilisation des Recettes à Moyen Terme (SMRT, 2024-2028).
- **Dynamisme macroéconomique** : Maintenir le dynamisme du cadre macroéconomique en vigueur par la poursuite des réformes prévues dans le Plan Stratégique Côte d'Ivoire (PSCI, 2030).
- **Développement du marché intérieur** : Améliorer la liquidité des titres publics par :
 - Le développement du marché secondaire.
 - Le renforcement de la communication avec les investisseurs.
 - La diversification de la base d'investisseurs, avec un accent particulier sur la participation des particuliers, des compagnies d'assurance et des fonds de pension.
 - L'accroissement de la participation des investisseurs étrangers sur le marché régional.
 - L'innovation des instruments de la mobilisation des ressources d'emprunts, notamment les euro-obligations en XOF.
- **Promotion des titres publics** : Encourager l'investissement dans les titres publics en facilitant l'accès des particuliers par des canaux digitalisés de souscription notamment les Mobiles Banking.
- **Financements commerciaux et à taux variable** : Maintenir la stratégie conservatrice sur la mobilisation des sources de financements commerciales et à taux variable.
- **Financements innovants** : Explorer des solutions de financement innovant, garantissant la viabilité de la dette publique à travers des financements ESG et des partenariats publics-privés (PPP).
- **Participation des investisseurs institutionnels** : Accélérer les réformes pour accroître la participation des fonds de pension, des compagnies d'assurance et réassurances, ainsi que des investisseurs individuels aux émissions de titres publics.

ANALYSE DE VIABILITE DE LA DETTE 2025-2044

Table des matières

Acronymes.....	2
Champ de couverture de la dette	3
Contexte de la dette	4
Contexte des prévisions macroéconomiques.....	5
Classement du pays et élaboration des tests de résistance des scénarios.....	11
AVD externe.....	12
Risque global de surendettement.....	12
Module de marché	12
Notation des risques et points faibles	13
Tableaux et graphiques annexes	17

Acronymes

AVD	Analyse de Viabilité de la Dette
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CNDP	Comité National de la Dette Publique
CVD	Cadre de Viabilité de la Dette
CNY	Yuan Chinois
EPIN	Evaluation des Politiques et Institutions Nationales
Dollar E. U	Dollar des Etats-Unis
FCFA	Franc de la Communauté Financière d'Afrique
FEC	Facilite Elargie de Crédit
FMI	Fonds Monétaire International
IDE	Investissements Directs Etrangers
OT	Obligation du Trésor
PIB	Produit Intérieur Brut
PND	Plan National de Développement
Initiative PPTE	Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés
SD	Service de la dette
SDMT	Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
VA	Valeur Actuelle

Le risque de surendettement de la Côte d'Ivoire reste modéré¹ au cours de la période 2025-2044, aussi bien sur la dette extérieure que sur la dette publique totale, avec un dépassement de seuil du ratio service de la dette extérieur rapporté aux recettes budgétaires hors don et service de la dette extérieure rapporté aux exportations en raison de la prise en compte du coût de l'opération de gestion de passifs en 2025.

Champ de couverture de la dette

Le champ de couverture de la dette est limité à la dette publique de l'administration centrale. La dette des entreprises publiques, des collectivités territoriales et du secteur privé, n'est pas prise en compte dans l'encours de la dette publique. L'encours de la dette extérieure à fin 2024 ainsi que le service prévisionnel ne prennent pas en compte les montants des Contrats de Désendettement et de Développement (C2D). Le critère de résidence a été retenu (et non le critère de monnaie) pour classifier les dettes intérieure et extérieure.

Tableau 1 : Couverture de la dette du secteur public et conception du test de résistance sur les engagements conditionnels

Sous-secteurs du secteur public	Cochez la cellule
1 Administration centrale	X
2 Administrations d'États fédérés et locales	
3 Autres éléments des administrations publiques	
4 dont : administrations de sécurité sociale	X
5 Fonds extrabudgétaires (FEB)	
6 Garanties (à d'autres entités des secteurs public et privé, y compris entreprises publiques)	X
7 Banque centrale (emprunts effectués au nom de l'État)	X
8 Dette non garantie des entreprises publiques	

Couverture des données sur la dette publique et ampleur du choc retenu pour le test de résistance adapté aux passifs conditionnels

B. Veuillez ajuster les éléments du test de résistance adapté aux passifs conditionnels, le cas échéant

1 Couverture des données sur la dette publique du pays	Administration centrale plus administrations de sécurité sociale, banque centrale, dette garantie par l'État		
	Défaut	Utilisés pour l'analyse	Raisons de s'écartez des paramètres retenus par défaut
2 Autres dettes des administrations publiques non prises en compte dans 1	0 pourcentage du PIB	0	
3 Dette des entreprises publiques (garantie ou non par l'État) 1/	2 pourcentage du PIB	2,09	
4 PPP	35 pourcentage du stock en PPA	1,24	
5 Marché financier (la valeur par défaut de 5 % du PIB est la valeur minimale)	5 pourcentage du PIB	5	
Totale (2+3+4+5) (en pourcentage du PIB)		8,3	

1/ Le choc de 2% du PIB retenu par défaut sera appliqué aux pays dont la dette garantie par l'État n'est pas pleinement prise en compte dans la définition de leur dette publique (1.). Si elle est déjà incluse dans la dette publique (1.) et si les risques associés à la dette des entreprises publiques non garantie par l'État sont jugés négligeables, une équipe-pays peut réduire ce pourcentage à 0%.

Source : CNDP

¹ Le dépassement de seuil constaté peut autoriser le FMI à user de jugement dans le cadre de la notation du risque et le reclassifier en « élevé ». Voir note en annexe.

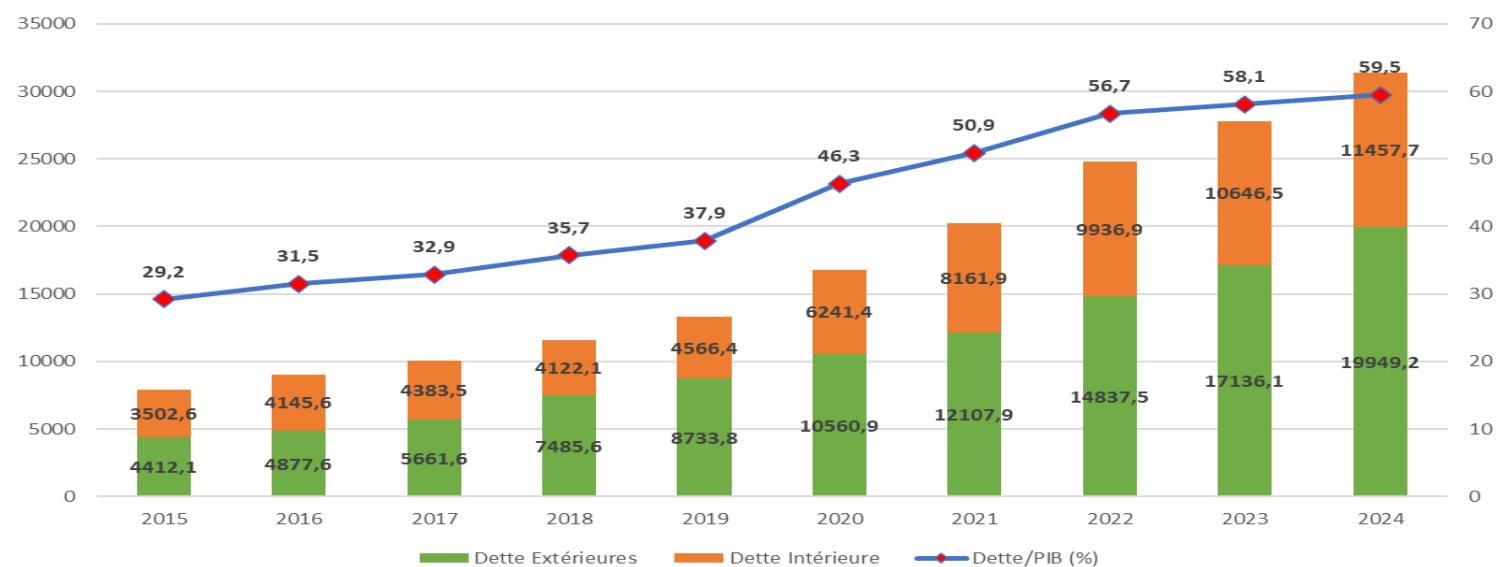
Contexte de la dette

L'encours de la dette de l'administration centrale est estimé à 31 406,9 milliards de franc CFA (59,5% du PIB) à fin 2024 contre 27 782,6 milliards de franc CFA (57,5% du PIB) à fin 2023 et se compose de 19 949,2 milliards de franc CFA (63,5%) de dette extérieure et 11 457,7 milliards de franc CFA (36,5%) de dette intérieure.

L'encours de la dette publique et publiquement garantie est estimé à 28 268,5 milliards de franc CFA (59,2% du PIB) à fin 2023. Il est composé de 17 524,3 milliards de franc CFA (62%) de dette extérieure et 10 744,2 milliards de franc CFA (38,0%) de dette intérieure

L'encours de la dette publique et publiquement garantie est estimé à 31 809,3 milliards de franc CFA (60,3% du PIB) à fin 2024. Il est composé de 20 284,0 milliards de franc CFA (63,8%) de dette extérieure et 11 525,3 milliards de franc CFA (36,2%) de dette intérieure.

Graphique 1 : Evolution de l'encours de la dette de l'administration centrale



Source : DGF

Contexte des prévisions macroéconomiques

La période 2024-2034 afficherait en moyenne un taux de croissance réel du PIB d'environ 6,5% avec notamment la mise en œuvre du PND 2021-2025 ainsi que la « Vision Côte d'Ivoire 2030 » prônée par le Président de la République et dont l'un des objectifs majeurs demeure le doublement du PIB par habitant entre 2020 et 2032.

Les principales hypothèses qui sous-tendent la croissance du PIB sur la période 2024-2034 tiennent compte : (i) du maintien de la stabilité socio-politique et sécuritaire ; (ii) de la poursuite des réformes nécessaires à l'accompagnement efficace de l'économie ; et (iii) de la continuité dans la politique volontariste d'investissement dans les secteurs moteurs de croissance. A cela s'ajoutent, les perspectives de croissance à long terme (2024-2034) qui devraient permettre le renforcement de la résilience au changement climatique, la diversification économique et l'efficacité des administrations publiques.

Au niveau de l'offre, le secteur primaire devrait croître de 3,9% en moyenne tiré par l'agriculture vivrière (+5,8%) et l'agriculture d'exportation (+2,7%). Il bénéficierait de la poursuite des investissements prévus dans le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA II) notamment ceux relatifs à la maîtrise de l'eau et aux distributions de semences améliorées. Le secteur secondaire progresserait en moyenne annuelle de 7,9%, soutenu par les BTP (+8,4%), les autres industries manufacturières (+6,4%), l'extraction minière (+12,0%) et l'énergie (+8,0%). La croissance de l'industrie agro-alimentaire est attendue à environ 7,1% en moyenne annuelle sur la période, soutenue par les investissements publics à travers les Partenariats Publics Privés (PPP). Le secteur tertiaire évoluerait de 6,6% en moyenne par an sur la période 2024-2034 grâce à l'ensemble de ses composantes, notamment le transport, les télécommunications et le commerce qui augmenteraient respectivement de 7,1% ; 6,5% et 6,3%. Les autres services devraient, quant à eux, afficher une croissance moyenne d'environ 6,7%. Le secteur non marchand devrait progresser en moyenne de 4,1% par an prenant en compte les effets combinés de la stratégie de maîtrise de la masse salariale et de la poursuite des politiques de scolarisation obligatoire et de santé pour tous. Les droits et taxes ressortiraient en moyenne en hausse de 8,1% par an, grâce notamment aux différentes réformes en cours dans l'Administration fiscale et au dynamisme de l'activité économique.

Au niveau de la demande, la croissance serait tirée par l'affermissement des investissements (+11,6%) et la consolidation de la consommation finale des ménages (+4,2%). En effet, les investissements seraient soutenus par la poursuite des chantiers publics (infrastructures socioéconomiques, logements sociaux, etc.) et le renforcement des outils de production dans les secteurs manufacturiers et de la construction. Ainsi, le taux d'investissement global ressortirait en moyenne par an à 32,0% du PIB. Le taux d'investissement public s'établirait à 8,6% en moyenne par an sur la période 2024-2034. Quant à la consommation finale, elle bénéficierait de la hausse des revenus et de la création d'emplois. Les importations de biens et services progresseraient de 5,2% en moyenne par an sous l'impulsion du dynamisme de l'économie. Les exportations de biens et services seraient en hausse de 6,6% en moyenne par an en raison de la bonne tenue des productions agricoles, minières, pétrolières et des produits transformés.

S'agissant de l'évolution des opérations financières de l'Etat sur la période 2024-2034, elle est caractérisée par une amélioration continue de la mobilisation des recettes ainsi que par une augmentation des dépenses totales due à la prise en compte des besoins croissants des populations. L'évolution des principaux postes est présentée ci-après.

Les recettes et dons ont enregistré une croissance annuelle moyenne de 10,14 de 2024 à 2034, passant de 10 025,0 milliards de FCFA en 2025 à 29 113,8 milliards de FCFA en 2035. Cette évolution est rendue possible grâce à un effort de mobilisation de l'ensemble des recettes. En effet, les recettes fiscales ont connu une croissance annuelle moyenne de 10% avec une progression annuelle moyenne de 0,5 point de pourcentage.

Sur la période 2025-2035, les dépenses publiques sont passées de 10 159 527,5 milliards de FCFA en 2025 à 30 193 milliards de FCFA en 2035. Sur la période indiquée, elles ont évolué de 10,32% en moyenne par an. Le déficit budgétaire serait en moyenne de 3,0% du PIB sur la période 2025-2035. Il connaîtrait donc une amélioration passant de 3,5% en 2024 à 3,0% du PIB sur la période 2025-2035 du fait de l'augmentation des recettes et une rationalisation des dépenses conformément aux normes communautaires UEMOA. Le ratio recettes et dons sur PIB s'établirait en moyenne à 18,85% contre un ratio de dépenses totales sur PIB de 19,44% par an en moyenne.

S'agissant de l'évolution des opérations financières de l'Etat sur la période 2025-2044, elle est caractérisée par une amélioration continue de la mobilisation des recettes ainsi que par une augmentation des dépenses totales due à la prise en compte des besoins croissants de la population. L'évolution des principaux postes est présentée ci-après.

Les recettes et dons devraient enregistrer une croissance annuelle de 10,13% de 2025 à 2044, passant de 10 025,0 milliards de FCFA en 2025 à 75 416,7 milliards de FCFA en 2044. Cette évolution serait possible grâce à un effort de mobilisation de l'ensemble des recettes. En effet, les recettes fiscales connaîtraient une croissance annuelle moyenne de 10,7% avec une progression annuelle moyenne de 0,5 point de pourcentage.

Sur la période 2025-2044, les dépenses publiques passeraient de 11 594,3 milliards de FCFA en 2025 à 77 521,3 milliards de FCFA en 2044. Sur la période indiquée, elles évoluerait de 8,9% en moyenne par an. Le déficit budgétaire se maintiendrait à 3% du PIB jusqu'en 2043, conformément aux normes communautaires. Le ratio recettes et dons sur PIB s'établirait en moyenne à 18,3% contre un ratio de dépenses totales sur PIB de 20,2% par an en moyenne.

Sur la période 2025-2029, les recettes fiscales devraient enregistrer une hausse de 13,0 % en moyenne, en lien avec la vision du Gouvernement orientée prioritairement vers l'amélioration continue de la mobilisation des recettes. Les recettes fiscales en pourcentage du PIB sont projetées à 15,6% en moyenne annuelle sur la même période.

Les dépenses totales en pourcentage du PIB sont projetées à 21,4% en moyenne annuelle sur la période 2025-2029, en réponse aux besoins croissants des populations.

Sur la période 2029-2044, les recettes et dons devraient enregistrer une croissance annuelle moyenne de 9,4%, passant de 15 399,8 milliards de FCFA en 2029 à 54 027,4 milliards de FCFA en 2043. Cette évolution serait possible grâce à un effort de mobilisation de

l'ensemble des recettes. En effet, les recettes fiscales connaîtraient une croissance annuelle moyenne de 9,8% avec une progression annuelle moyenne de 0,5 point de pourcentage.

Concernant les dépenses publiques, elles passeraient de 16 604,8 milliards de FCFA en 2029 à 77 521,3 milliards de FCFA en 2044. Sur la période indiquée, elles évoluerait de 9,0% en moyenne par an. Le déficit budgétaire devrait se maintenir à 3,0% du PIB sur la période, conformément aux normes communautaires. Le ratio recettes et dons sur PIB se maintiendrait en moyenne à 20,6% contre un ratio de dépenses totales sur PIB de 21,1% par an en moyenne.

L'inflation serait contenue à 2,5% en moyenne par an, en dessous de la norme communautaire de 3% grâce à l'accroissement de l'offre des produits alimentaires, à la stabilité des prix des produits pétroliers, à un meilleur approvisionnement des marchés en d'autres biens de consommation finale et à la politique de lutte contre la cherté de la vie.

Au niveau des échanges extérieurs, les projections sur la période 2024-2028 se caractérisent par une diminution du déficit du compte des transactions courantes, en passant de 6,1% du PIB en 2024 à 3,6% du PIB en 2028, en lien avec l'amélioration de l'excédent de la balance des biens. S'agissant des biens, les exportations augmenteraient de 8,2% en moyenne par an grâce notamment à l'entrée en production des phases 2 et 3 des champs pétroliers Baleine, aux exportations d'or. Quant aux importations, elles augmenteraient en relation avec les besoins en biens d'équipement et en biens intermédiaires, induits par la mise en œuvre du programme d'investissement. Le solde des services connaîtrait une dégradation du déficit structurel en liaison notamment avec les paiements au titre du fret sur les importations de marchandises et des services techniques nécessaire à la mise en production des nouveaux champs pétroliers et miniers. Le compte financier se solderait par une entrée nette de capitaux étrangers en rapport avec les flux entrant d'IDE et la poursuite de la mobilisation des ressources financières extérieures par l'administration publique. Le solde global ressortirait excédent à partir de 2025.

S'agissant des secteurs monétaire et financier, le stock des actifs extérieurs nets du pays devrait se consolider de 2025 à 2029, en rapport avec les soldes globaux positifs de la balance des paiements. Concernant les créances sur l'économie, elles augmenteraient de 13% en moyenne par an, en lien avec les besoins de financement de l'économie.

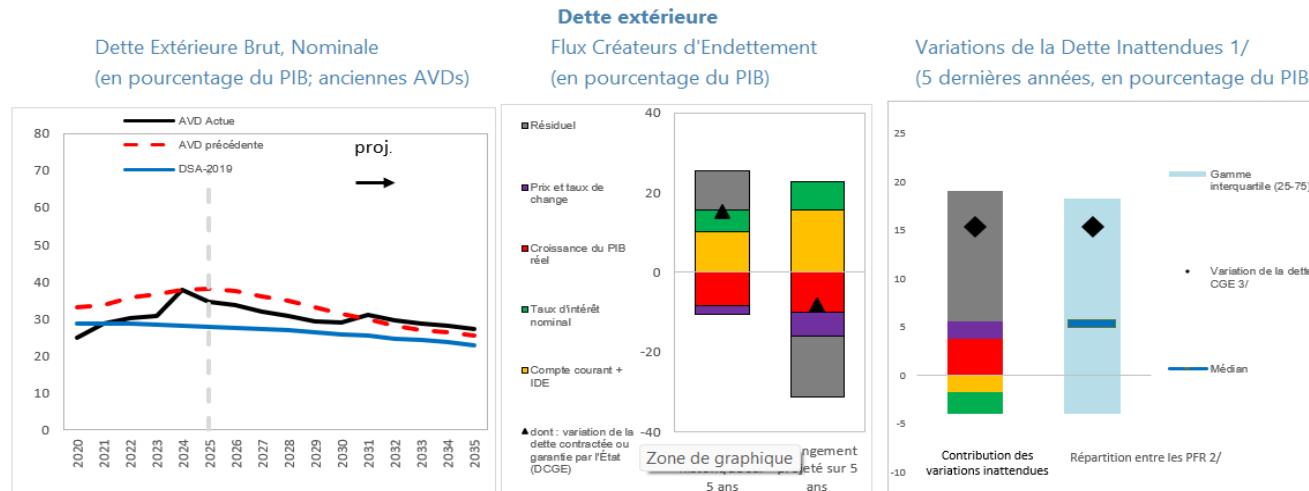
Sur la période 2025-2029, les besoins bruts de financement de l'Etat devraient être comblés en moyenne par des ressources extérieure et intérieure, respectivement à hauteur de 40% et 60% et se situer à 7 350,9 milliards de francs CFA en moyenne, conformément à la Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT) 2025-2029. Les ressources extérieures seraient composées de financements (pour des emprunts projets ou programmes) concessionnels, semi-concessionnels, commerciaux et de financements sur les marchés internationaux respectivement à hauteur de 13%, 46%, 7% et 34% sur la période 2025-2029. Les ressources intérieures seraient mobilisées à travers des emprunts de court, moyen et long terme respectivement à hauteur de 45%, 36%, et 19% sur la même période. Par ailleurs, il serait indiqué de privilégier également la dette à taux fixe pour se prémunir contre le risque de taux d'intérêt, au regard de la conjoncture mondiale actuelle. Les financements intérieurs devraient privilégier davantage les instruments de moyen et long terme.

Sur la période 2025-2044, les besoins bruts de financement de l'Etat devraient être comblés en moyenne par des ressources extérieure et intérieure, respectivement à hauteur de 40% et 60% et se situer à 18 508,0 milliards de francs CFA en moyenne.

Les outils de réalisme du Cadre de Viabilité de la Dette ont permis de conforter les projections macroéconomiques, relativement au scénario de référence. Les graphiques ci-après illustrent les outils de réalisme.

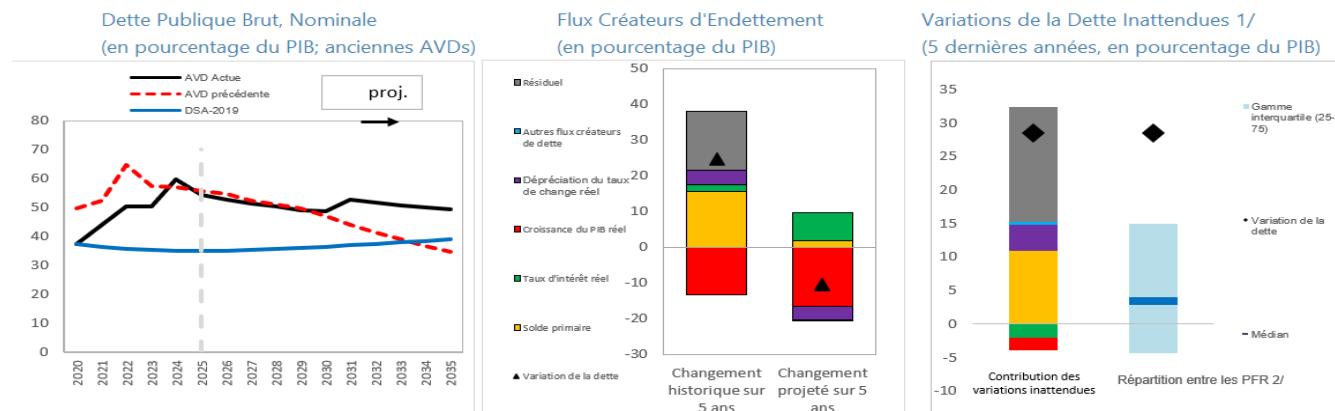
Graphique 2 : Moteurs de la dynamique de la dette extérieure – scenario de référence

Graphique 3. Côte d'Ivoire: Moteurs de la dynamique de la dette - Scénario de référence



Source : CNDP

Graphique 3 : Moteurs de la dynamique de la dette publique totale – scenario de référence



1/ Différence entre les contributions prévues et effectives aux ratios d'endettement.

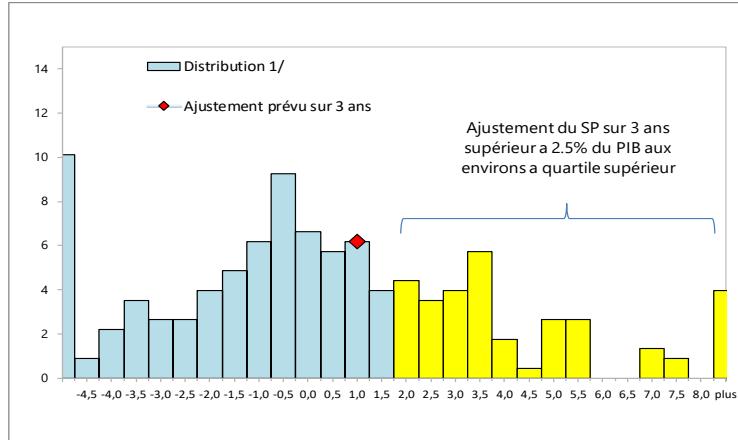
2/ Répartition entre les pays à faible revenu pour lesquels des AVDs PFR ont été produits.

3/ Étant donné le niveau relativement faible de la dette extérieure privée pour la moyenne des pays à faible revenu, une variation en points de pourcentage de la dette extérieure CGE devrait être en grande partie expliquée par les déterminants de l'équation de la dynamique de la dette extérieure.

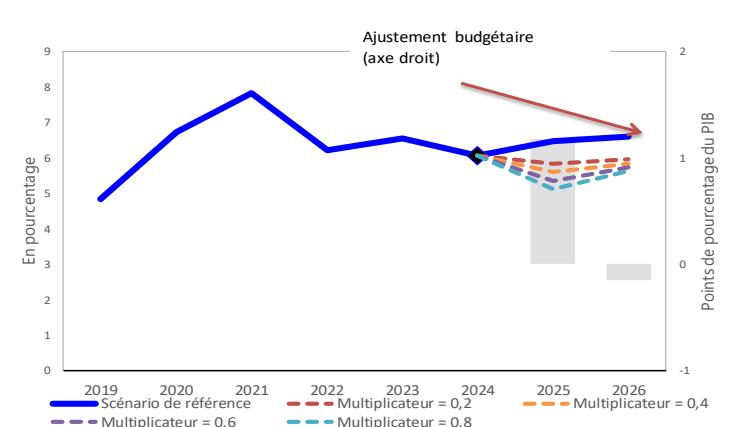
Source : CNDP

Graphique 4 : Outils de réalisme

Ajustement sur 3 ans du solde primaire
(points de pourcentage du PIB)



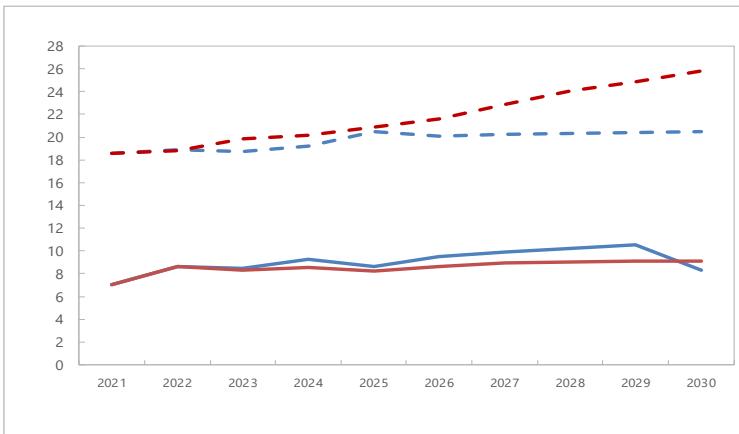
Ajustement budgétaire et trajectoires de croissance possibles 1/



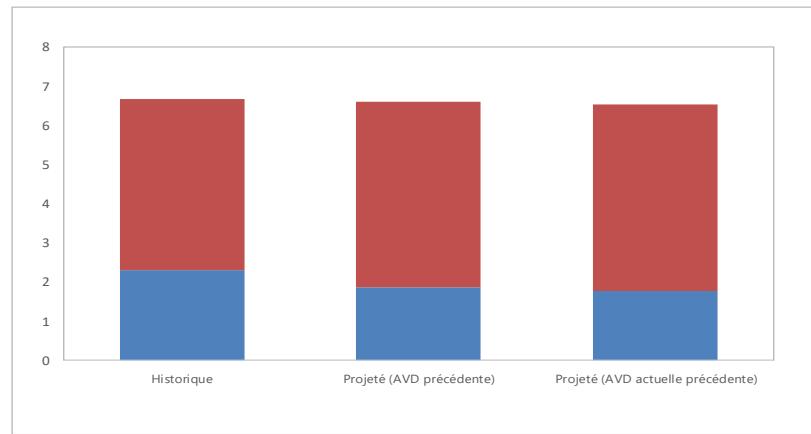
1/ Les données couvrent les programmes financés par le FMI pour les PFR (à l'exclusion du financement d'urgence) approuvés depuis 1990. L'ampleur de l'ajustement triennal à partir de la création du programme est couverte sur l'axe horizontal; le pourcentage d'échantillon est couvert sur l'axe vertical.

1/ Les barres renvoient à l'ajustement budgétaire annuel projeté et les lignes montrent les trajectoires possibles de croissance du PIB réel sous différents multiplicateurs budgétaires.

Taux de l'Investissement Public et Privé
(en pourcentage du PIB)



Contribution à la croissance du PIB réel
(pourcentage, moyenne sur 5 ans)



— Investissement public - AVD précédente — Investissement public - AVD actuelle
— · — Investissement privé - AVD précédente — — — Investissement privé - AVD actuelle

Contribution d'autres facteurs
Contribution de l'investissement public

Source : CNDP

Classement du pays et élaboration des tests de résistance des scénarios

Le Cadre de Viabilité de la Dette (CVD) s'appuie sur le cadre macroéconomique et sur d'autres informations spécifiquement nationales pour classer les pays en fonction de leur capacité à s'endetter. Pour appréhender les différents facteurs influant sur la capacité d'un pays à s'endetter, le CVD utilise un indicateur composite (IC). Celui-ci rend compte de l'incidence des différents facteurs à l'aide d'une moyenne pondérée du score du Country Policy Institutional Assessment (CPIA) de la Banque mondiale, de la croissance du PIB réel du pays, des envois de fonds des travailleurs émigrés, des réserves de change et de la croissance mondiale.

L'IC détermine le classement des pays dans l'une des trois catégories : faible, moyenne, élevée. La capacité d'endettement d'un pays est considérée comme faible si son IC est inférieur à 2,6, moyenne s'il se situe entre 2,69 et 3,05 et élevée s'il dépasse 3,05.

L'indice de la Côte d'Ivoire ressort à 2,94 et correspond à une capacité d'endettement moyenne. Les principaux éléments qui ont permis d'atteindre ce score sont les performances réalisées sur le CPIA et la couverture des réserves de change en mois d'importation de biens et services de l'UEMOA.

Tableau 2 : Indicateur composite et tableaux de seuils

Composantes	Coefficients (A)	Valeurs moyennes sur 10 ans (B)	Composantes du score de l'IC (A*B) = (C)	Contribution des composante
EPIN				
Taux de croissance réel (en pourcentage)	0,385	3,661	1,41	48%
Couverture des importations par les réserves (en pourcentage)	2,719	5,885	0,16	5%
Couverture des importations par les réserves ^{^2} (en pourcentage)	4,052	39,392	1,60	54%
Envois de fonds (en pourcentage)	-3,990	15,517	-0,62	-21%
Croissance économique mondiale (en pourcentage)	2,022	0,238	0,00	0%
CI Score	13,520	2,909	0,39	13%
Note CI			2,94	100%

Valeurs limites			
Weak	CI <	2,69	
Medium	2,69	≤ CI ≤	3,05
Strong	CI >	3,05	

Source : CNDP

AVD externe

Dans le cadre du scénario de référence, les indicateurs de solvabilité (le ratio de la Valeur Actuelle de la dette extérieure rapportée au PIB, le ratio de la Valeur Actuelle de la dette extérieure aux exportations et VA de la dette publique totale rapportée au PIB) demeurent en dessous de leurs seuils respectifs sur la période 2025-2035.

Par contre, les ratios service de la dette extérieure rapporté aux exportations et service de la dette extérieure rapporté aux recettes budgétaires hors dons passent au-dessus de leurs seuils respectifs au titre de l'année 2025 en raison de la prise en compte du coût de l'opération de gestion de passifs.

Risque global de surendettement

Le ratio VA dette publique/PIB demeure en-dessous de son point de référence de 2025 à 2035 avec un écart moyen de 4,74% par rapport à son seuil qui se situe à 55%. Toutefois, le portefeuille de la dette publique totale reste vulnérable à un choc sur le taux de croissance économique et les exportations.

Module de marché

Pour les PFR ayant accès aux marchés, le cadre produit un signal supplémentaire à propos du degré de tensions sur les financements de marché dans le scénario de référence. Les tensions sur les marchés ont souvent résulté de la coïncidence de besoins de liquidités élevés avec une période où l'opinion des marchés se dégrade. Dans ce module, les besoins de liquidités à court terme, mesurés par les besoins de financement publics bruts prévus par le scénario de référence pour les trois prochaines années, et la perception des marchés au moment présent, mesurée par le dernier écart de rendement dans l'EMBI, sont comparés à leurs références respectives indiquées ci-dessous :

Tableau 4 : Tension de liquidité sur les marchés

	GFN	1/	EMBI	2/
Niveaux de référence	14		570	
Valeurs actuelles	6		350	
Dépassement	No		No	
Besoins accrus de liquidité potentiels	Low			

1/ Besoins de financement bruts maximum (BFB) sur un horizon de projection de référence de trois ans.

2/ Les spreads EMBI correspondent à la valeur maximale de la dernière période de trois mois..

Le cadre de viabilité de la dette indique que le risque de besoin de liquidité à court terme est faible.

Notation des risques et points faibles

Le risque de surendettement extérieur reste modéré². Toutefois, le portefeuille de la dette extérieure reste vulnérable à un choc négatif sur les recettes d'exportations, le taux change de l'euro par rapport au dollar US et les passifs conditionnels.

Le risque de surendettement global demeure également modéré. Toutefois, le portefeuille de la dette publique totale reste vulnérable à un choc négatif sur la croissance du PIB, les recettes d'exportations, le taux change de l'euro par rapport au dollar US et les passifs conditionnels.

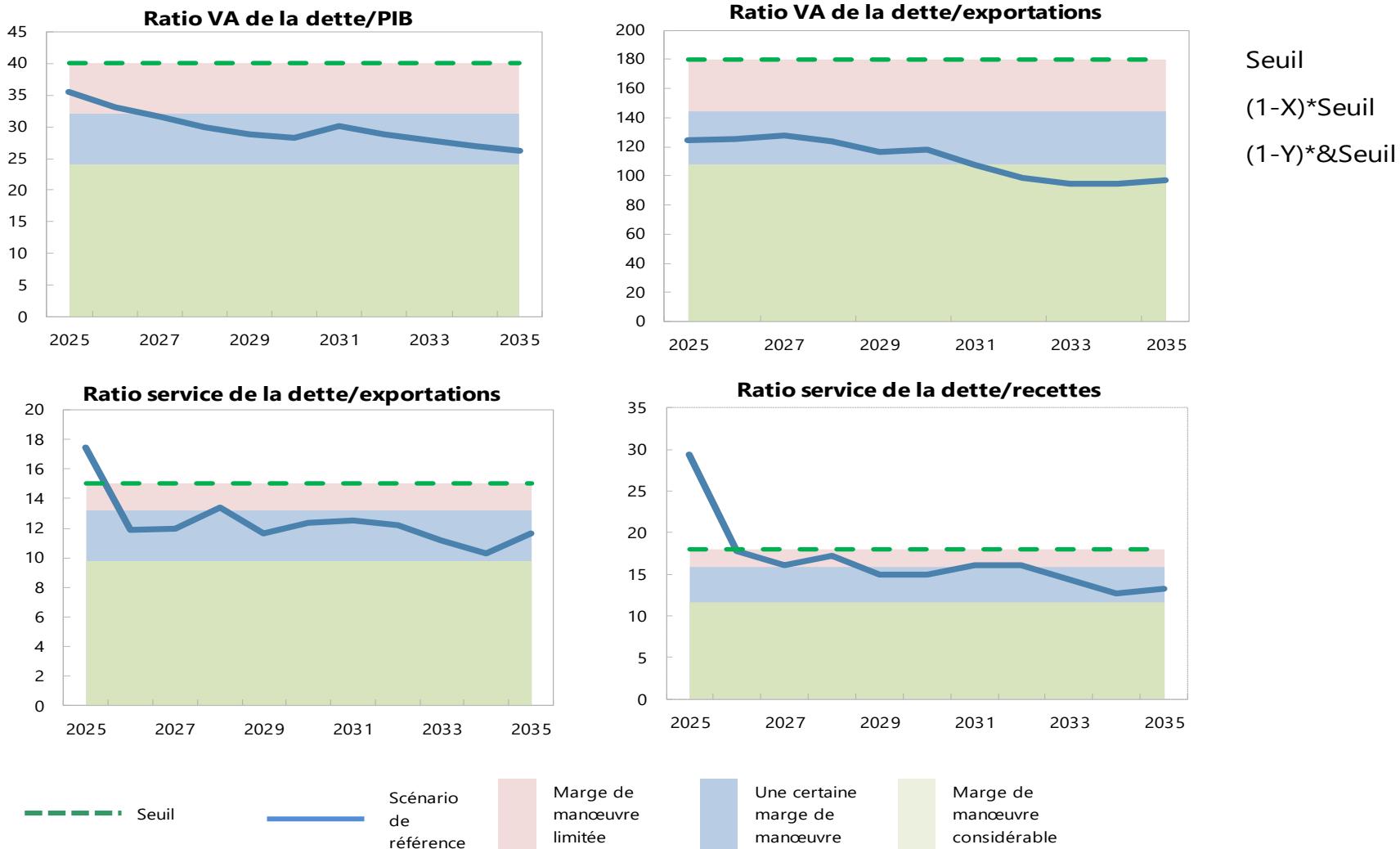
Le nouveau Cadre de Viabilité de la Dette des Pays à Faible Revenu nécessite que les utilisateurs caractérisent le degré de vulnérabilité de la dette dans les pays notés à risque modéré de surendettement externe. La solidité de la situation de la dette d'un pays à risque modéré de surendettement est déterminée par la « marge » dont il dispose pour absorber des chocs sans être rétrogradé à une notation de risque élevé de surendettement.

Le Cadre de Viabilité de la Dette indique que la marge d'absorption des chocs est limitée pour la Côte d'Ivoire³ en raison d'un rapprochement du seuil de 18 % du ratio service de la dette extérieur rapporté aux recettes budgétaires hors don en 2026 (17,7 %) et 2028 (17,3 %).

² Même si l'analyse conclu à un risque de surendettement modéré, il faut noter que la trajectoire des indicateurs dans leur scénario de référence n'est pas idéale. Selon les bonnes pratiques, la trajectoire des indicateurs devrait être une cloche tandis que dans le cas de la Côte d'Ivoire, les courbes sont quasiment parallèles au seuil. (Voir graphique en annexe)

³ Voir graphique 5

Graphique 5 : Catégorie de risque modéré



Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Pour les seuils des ratios VA de la dette/PIB et VA de la dette/exportations, x est égal à 20 % et y à 40 %. Pour les seuils des ratios service de la dette/exportations et service de la dette/recettes, x est égal à 12 % et y à 35 %.

Source : CNDP

Compte tenu des contraintes liées aux marges d'absorption des chocs, il est fortement recommandé de concentrer les efforts sur l'amélioration des ratios de liquidité. L'Etat devrait continuer :

- d'accélérer la transformation de nos matières premières afin d'améliorer les recettes d'exportation ;
- d'améliorer les recettes budgétaires hors dons à travers :
 - la poursuite et l'accélération du processus des suppressions des exonérations fiscales et des régimes dérogatoires non productifs ;
 - la consolidation de la fiscalisation des activités informelles, des niches fiscales et des produits agricoles, notamment l'économie numérique et le secteur agricole ;
 - le renforcement du cadastrage en vue d'élargir l'assiette de l'impôt foncier ;
- de réduire le service de la dette extérieure en :
 - privilégiant les emprunts concessionnels et semi-concessionnels comportant un élément dont d'au moins 25% à travers une planification triennale des projets ;
 - priorisant les financements à rentabilité financière avérée dans le cadre des partenariats publics privés (PPP) ;
 - accroissant la participation des fonds de pensions, des compagnies d'assurances et de réassurances ainsi que des personnes physiques aux émissions des titres publics ;
 - amenant les investisseurs étrangers à participer aux émissions de titres publics sur le marché régional ;

Pour atténuer les vulnérabilités du portefeuille de la dette, il est fortement recommandé la mise en œuvre, à moyen et long terme, des mesures suivantes :

- maintenir durablement la stabilité macroéconomique à travers la mise en œuvre effective des réformes économiques ;
- poursuivre les efforts d'amélioration du score CPIA en vue d'augmenter la capacité d'endettement de la Côte d'Ivoire au regard de la classification Banque Mondiale/FMI ;
- poursuivre la promotion de la consommation interne afin de renforcer l'endogénération de la croissance et réduire l'exposition de notre économie aux chocs externes ;
- Accélérer l'intégration des recettes des entreprises publiques dans le TOFE ;

En outre, le Gouvernement devrait continuer la mise en œuvre effective des réformes budgétaires et l'amélioration de l'environnement des affaires ainsi que l'optimisation du recouvrement des recettes fiscales en vue d'assurer la transformation structurelle de l'économie et atteindre l'objectif d'une croissance économique forte, soutenue et inclusive. A cet effet, certaines mesures importantes doivent être prises : (i) maintenir la stabilité du cadre macroéconomique; (ii) poursuivre la mise en œuvre des mesures visant la réduction des délais de passation de marché ; (iii) créer un environnement des affaires propice à travers la lutte contre la corruption et la promotion de la bonne gouvernance en vue de renforcer la confiance du secteur privé et susciter un accroissement des investissements privés; (iv) accroître les recettes d'exportations par des mesures visant à assurer une meilleure compétitivité de l'économie ivoirienne; (v) poursuivre la modernisation des régies financières, les réformes fiscales, la révision des exonérations, l'élargissement de l'assiette fiscale aux petites

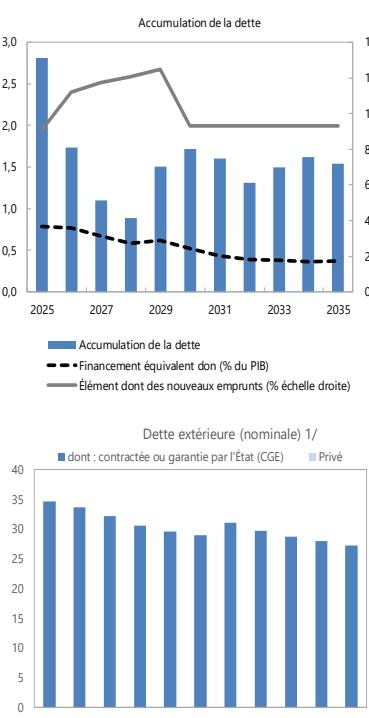
et moyennes entreprises et la fiscalisation progressive du secteur informel ; (vi) instituer un identifiant unique des entreprises ; (vii)achever et assurer la mise en œuvre effective du Compte Unique du Trésor (CUT), pour une meilleure gestion de la trésorerie de l'Etat; (viii) promouvoir les IDE et renforcer leurs traçabilités, afin de mieux apprécier leur impact sur la croissance économique et la viabilité de la dette ; (ix) poursuivre le géo référencement des immobilisations et des ressources naturelles du pays ; (x) renforcer le bureau d'informations sur le crédit ; (xi) constituer des valeurs marchandes à partir de la fiabilisation de la gestion du foncier ; (xii) mettre en œuvre les mesures visant à améliorer la capacité d'absorption des financements et à prévenir les risques liés aux PPP ; (xiii) exploiter au mieux le cadre des PPP dans le cadre des projets de montants élevés, afin d'éviter le recours à des emprunts conséquents.

En ce qui concerne la gestion de la dette publique, il importe que les financements relatifs aux investissements publics et autres besoins de l'Etat s'opèrent dans le cadre de la Stratégie de Gestion de la dette à Moyen Terme (SDMT). Aussi, le Gouvernement devra-t-il veiller à annexer la Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme 2025-2029 au Budget. Cette stratégie mise en cohérence avec la présente AVD, devrait assurer la maîtrise des coûts et risques relatifs aux nouveaux financements. Dans le cas de nouvelles émissions d'Eurobonds, l'Etat devra accorder une primauté aux émissions en euro et assurer la couverture du risque de change pour les émissions en dollar par un swap en Euro/USD. En outre, un accent particulier sur la communication financière renforcerait le positionnement du Trésor Public auprès des investisseurs et partenaires financiers.

Tableaux et graphiques annexes

Tableau 1. Côte d'Ivoire: Cadre de viabilité de la dette extérieure, scénario de référence, 2022-2045
(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Effectif		Projections										Moyenne 8/		Scénario	Projections	Définition de la dette extérieure/intérieure	Currency-based
	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2045	23,9	30,3			
Dette extérieure (nominale) 1/ dont : contractée ou garantie par l'État (CGE)	37,8 37,8	34,7 34,7	33,6 33,6	32,1 32,1	30,5 30,5	29,5 29,5	29,0 29,0	31,0 31,0	29,6 29,6	28,7 28,7	27,9 27,9	27,2 27,2	23,0 23,0	23,9 23,9	30,3 30,3			
Variation de la dette extérieure	7,1	-3,1	-1,1	-1,5	-1,6	-1,0	-0,5	2,1	-1,4	-0,9	-0,8	-0,8	-0,3					
Flux générateurs d'endettement net identifiés	2,8	1,0	0,6	4,8	4,8	1,7	1,4	0,0	-0,7	-0,7	-1,0	-0,6	4,9	0,3	1,0			
Déficit extérieur courant hors intérêts	6,0	-1,6	-0,4	2,8	2,6	-0,2	-0,8	-2,4	-3,0	-3,3	-3,6	-3,2	-2,1	2,1	-1,2			
Déficit de la balance des biens et services	3,4	-5,1	-4,8	-2,0	-2,1	-5,5	-5,9	-6,9	-7,3	-7,4	-7,6	-7,2	-4,5					
Exportations	20,5	28,7	26,5	24,8	24,2	24,8	24,0	28,0	29,3	29,5	28,7	27,1	16,4					
Importations	23,9	23,6	21,7	22,8	22,2	19,3	18,1	21,1	22,0	22,1	21,1	19,9	11,8					
Transferts courants nets (négatifs = entrées)	0,3	0,5	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,8	0,4			
dont : officiels	-0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0					
Autres flux extérieurs courants (négatifs= entrées nettes)	2,3	2,9	3,9	4,3	4,3	4,9	4,8	4,1	4,0	3,9	3,8	3,8	2,4	1,9	4,1			
IDE nets (négatifs = entrées)	-1,9	2,6	1,7	2,6	2,8	2,8	2,9	3,2	3,2	3,2	3,3	3,3	3,8	-1,2	2,9			
Dynamique endogène de la dette 2/	-1,3	0,0	-0,7	-0,5	-0,6	-0,9	-0,6	-0,7	-0,9	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7					
Contribution du taux d'intérêt nominal	1,3	2,2	1,4	1,4	1,3	1,2	1,1	1,2	1,2	1,2	1,1	1,1	1,0					
Contribution de la croissance du PIB réel	-1,7	-2,1	-2,0	-1,9	-1,9	-2,0	-1,8	-2,0	-2,0	-1,8	-1,8	-1,8	2,1					
Contribution des variations de prix et de taux de change	-1,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Résiduel 3/	4,4	-4,1	-1,7	-6,3	-6,4	-2,7	-2,0	2,1	-0,7	-0,2	0,2	-0,1	-5,1	2,3	-2,0			
dont : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0					
Indicateurs de viabilité																		
VA de la dette extérieure CGE/PIB	37,6	35,6	33,1	31,6	29,9	28,8	28,2	30,2	28,8	27,8	27,0	26,2	21,9					
VA de la dette extérieure CGE/exports	183,1	124,1	124,9	127,6	123,7	116,2	117,6	107,8	98,3	94,3	94,2	96,7	134,0					
Ratio service de la dette CGE/exports	20,5	17,5	11,9	11,9	13,4	11,6	12,4	12,5	12,2	11,1	10,3	11,7	15,1					
Ratio service de la dette CGE/recettes	26,4	29,4	17,7	16,1	17,3	15,0	15,0	16,1	16,0	14,4	12,7	13,2	...					
Total des besoins de financement bruts (milliards de dollars EU)	7,2	5,9	4,9	10,0	11,3	7,8	7,8	6,5	6,2	5,9	5,3	7,0	20,3					
Principales hypothèses macroéconomiques																		
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	6,1	6,5	6,6	6,0	6,4	7,3	6,4	6,7	7,2	6,7	6,9	7,1	-9,7	7,1	6,7			
Déflateur du PIB en dollars EU (variation en pourcentage)	3,3	6,6	5,7	2,2	2,0	1,8	1,6	-7,3	2,0	2,0	1,9	1,8	17,9	-0,3	1,8			
Taux d'intérêt effectif (pourcentage) 4/	4,8	6,6	4,4	4,4	4,3	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2	4,4	4,5	4,1	4,5			
Croissance des exportations de biens & services (\$, en %)	3,6	58,6	4,2	1,2	6,0	11,8	4,6	15,3	14,4	9,7	5,9	3,0	3,0	3,6	12,2			
Croissance des importations de biens & services (\$, en %)	4,3	11,9	3,6	13,6	5,5	-5,1	1,6	15,3	13,9	9,4	3,9	3,0	3,0	6,2	7,0			
Élément dont des nouveaux emprunts du secteur public (en %)	...	9,1	11,2	11,7	12,0	12,5	9,3	9,3	9,3	9,3	9,3	7,5	...	10,2				
Recettes publiques (hors dons, en pourcentage du PIB)	16,0	17,1	17,7	18,4	18,8	19,2	19,8	21,8	22,3	22,8	23,3	23,9	0,0	15,0	20,5			
Flux d'aide (en milliards de dollars) 5/	0,4	0,2	0,6	0,4	0,3	0,3	0,8	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	0,8					
Financement équivalent don (en pourcentage du PIB) 6/	...	0,8	0,8	0,7	0,6	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,2	...	0,5			
Financement équivalent don (en % du financement extérieur) 6/	...	11,9	19,9	21,9	18,4	17,8	14,0	10,6	10,6	10,5	10,5	10,3	7,5	...	14,2			
PIB nominal (milliards de dollars EU)	87	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Croissance du PIB nominal en dollars	9,6	13,5	12,6	8,4	8,4	9,2	8,1	-1,1	9,3	8,8	9,0	9,0	6,4	6,7	8,7			
Pour mémoire :																		
VA de la dette extérieure 7/	37,6	35,6	33,1	31,6	29,9	28,8	28,2	30,2	28,8	27,8	27,0	26,2	21,9					
En pourcentage des exportations	183,1	124,1	124,9	127,6	123,7	116,2	117,6	107,8	98,3	94,3	94,2	96,7	134,0					
Ratio service de la dette/exports	20,5	17,5	11,9	11,9	13,4	11,6	12,4	12,5	12,2	11,1	10,3	11,7	15,1					
VA de la dette extérieure CGE (milliards de dollars EU)	32,7	35,2	36,9	38,1	39,2	41,1	43,6	46,1	48,1	50,5	53,5	56,5	104,9					
(VAt - VAT-1/PIB-1 (en pourcentage)	2,8	1,7	1,1	0,9	1,5	1,7	1,6	1,3	1,5	1,6	1,5	1,5	1,1					
Déficit extérieur courant hors intérêts stabilisant le ratio d'endettement	-1,1	1,5	0,7	4,3	4,2	0,8	-0,3	-4,5	-1,7	-2,3	-2,8	-2,5	-1,8					



Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Comprend à la fois la dette extérieure des secteurs public et privé.

2/ Égale à $(r - g - p(1+g)) / (1+g + p + g)$ fois le ratio d'endettement de la période précédente, où r = taux d'intérêt nominal; g = taux de croissance du PIB réel, et p = taux de croissance du déflateur du PIB en \$EU.

3/ Inclut le financement équivalent (c'est-à-dire les variations des arrières et l'allègement de la dette); les variations des avoirs extérieurs bruts et les ajustements de valeur. Pour les projections, comprend en outre la contribution des variations de prix et de taux de change.

4/ Charges d'intérêt de l'exercice en cours divisées par le stock de la dette de la période précédente.

5/ Il s'agit des dons, des prêts concessionnels et de l'allègement de la dette.

6/ Le financement équivalent dont inclut les dons accordés à l'État directement et sous la forme des nouveaux emprunts (différence entre la valeur faciale et la VA de la nouvelle dette).

7/ On suppose que la VA de la dette du secteur privé est équivalente à sa valeur faciale.

8/ Les moyennes historiques et les écarts types sont généralement calculés sur les 10 dernières années, pour autant que les données soient disponibles.

Source : CNDP

Tableau 3. Côte d'Ivoire: Analyse de sensibilité des principaux indicateurs de dette extérieure contractée ou garantie par l'Etat, 2025-2033

	Projections 1/										
	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035
Ratio VA de la dette/PIB											
Scénario de référence	54,15	52,35	50,93	49,68	48,23	47,86	51,74	50,66	49,88	49,08	48,31
A. Scénarios de rechange											
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2025-2035 2/	54	54	55	55	56	56	56	57	57	58	58
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	54	54	54	54	53	53	58	58	58	58	58
B2. Solde primaire	54	56	58	57	55	55	59	58	57	56	55
B3. Exportations	54	55	57	55	54	53	57	56	54	53	52
B4. Autres flux (non créateurs de dette) 3/	54	53	53	51	50	50	54	52	51	50	49
B5. Dépréciation	54	60	57	54	51	48	51	48	46	43	41
B6. Combinaison de B1-B5	54	53	55	53	51	50	53	51	50	48	47
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	54	61	60	58	57	56	60	59	58	57	56
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	54	53	52	52	51	52	57	56	57	57	57
C4. Financement de marché	54	52	51	50	48	48	52	51	50	49	48
Repère dette publique TOTALE	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55
Ratio VA de la dette/recettes 2/											
Scénario de référence	314	289	272	261	248	239	237	227	218	210	202
A. Scénarios de rechange											
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2025-2035 2/	314	300	293	289	286	280	257	254	250	247	244
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	314	297	289	281	272	266	267	259	254	248	243
B2. Solde primaire	314	307	312	299	285	274	270	258	248	238	229
B3. Exportations	314	302	303	290	276	266	263	250	238	227	217
B4. Autres flux (non créateurs de dette) 3/	314	294	282	270	257	248	245	234	225	215	207
B5. Dépréciation	314	332	304	282	260	243	232	215	200	185	172
B6. Combinaison de B1-B5	314	293	292	277	261	249	243	229	218	207	196
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	314	339	320	307	292	281	276	264	254	243	234
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	314	291	279	272	264	259	260	253	248	242	237
C4. Financement de marché	314	289	273	261	249	241	238	227	218	210	202
Ratio service de la dette/recettes 2/											
Scénario de référence	65	46	40	41	39	39	42	37	36	33	34
A. Scénarios de rechange											
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2025-2035 2/	65	46	41	43	42	42	42	41	40	38	38
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	65	47	42	44	42	42	45	42	41	38	39
B2. Solde primaire	65	46	43	46	42	42	49	46	40	37	37
B3. Exportations	65	46	40	43	41	40	43	39	38	35	36
B4. Autres flux (non créateurs de dette) 3/	65	46	40	42	40	39	42	38	36	33	34
B5. Dépréciation	65	46	43	44	42	41	44	39	37	34	35
B6. Combinaison de B1-B5	65	45	40	43	40	39	44	42	36	33	33
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	65	46	47	45	42	42	58	43	40	37	38
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	65	46	40	42	41	41	44	41	40	37	38
C4. Financement de marché	65	46	40	42	40	42	45	39	36	32	33

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

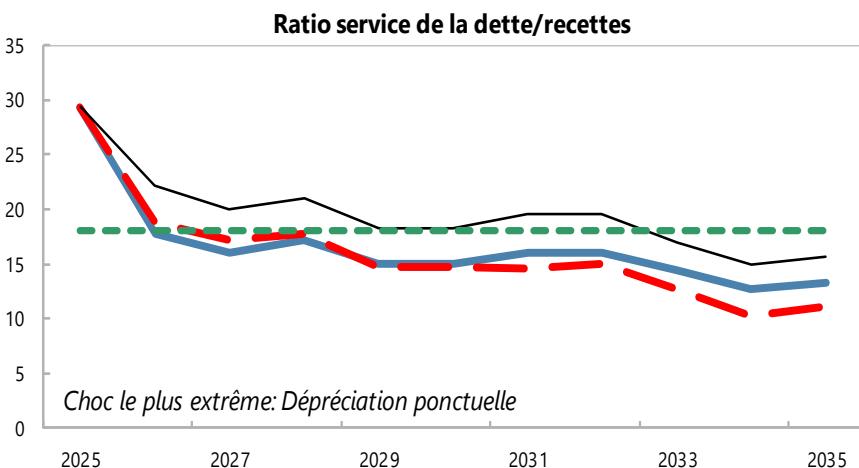
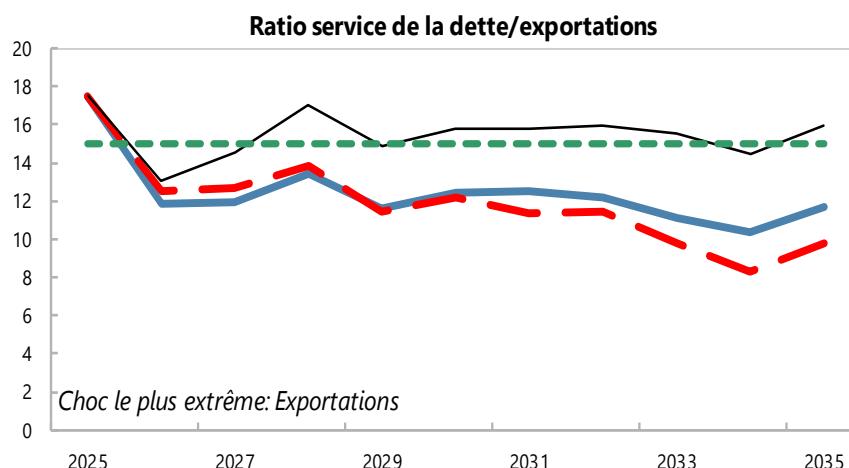
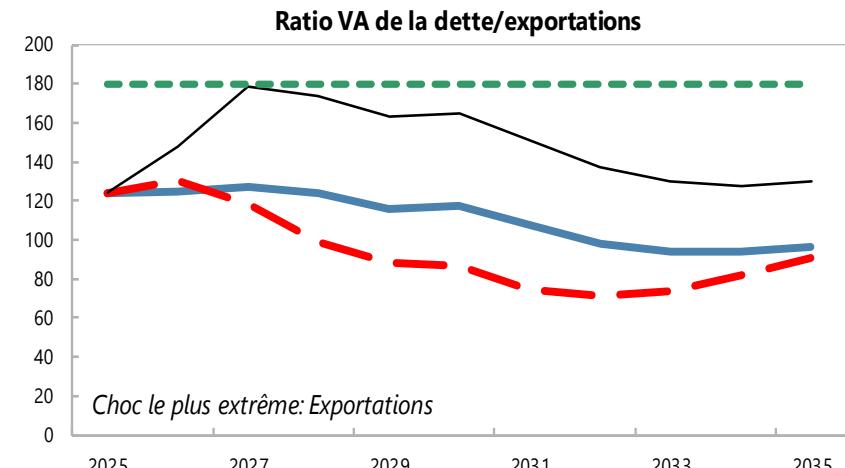
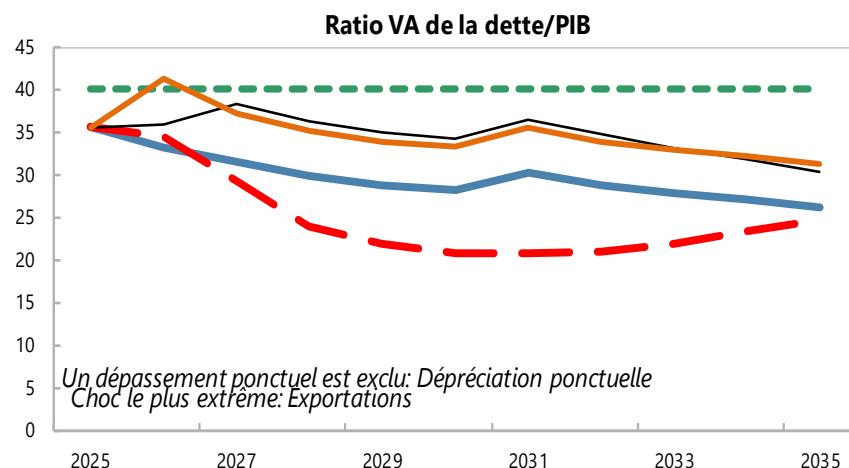
1/ Une valeur en gras indique un dépassement du repère.

2/ Les variables comprennent la croissance du PIB réel, celle du déflateur du PIB (en \$EU), le solde extérieur courant hors intérêts en pourcentage du PIB et les flux non générateurs d'endettement.

3/ Y compris les transferts officiels et privés, ainsi que les IDE.

Source : CNDP

Graphique 1. Côte d'Ivoire: Indicateurs de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État selon divers scénarios, 2025-2035



— Scénario de référence

- - - Scénario historique

— Choc le plus extrême 1/

Seuil

— Test de résilience avec (la plus grande) dépassement ponctuelle

Source : CNDP

Graphique 2. Côte d'Ivoire: Indicateurs d'endettement public selon divers scénarios 2025-2035

